

démentissent du soir au lendemain." Le procureur insista pour savoir quel était au juste son âge,—c'était sans doute un lecteur insatiable du hansard,—et la femme répondit: "Il n'est pas dans l'intérêt public que je donne ce renseignement."

On devra nous soumettre tous les renseignements qui ne sont pas d'un caractère absolument secret. N'oublions pas que c'est la population canadienne qui acquitte les comptes et qu'elle a le droit de savoir ce qui se passe et de quelle façon on dépense son argent. Je demande donc au premier ministre de donner au public canadien, cet après-midi, au cours de son discours, des renseignements complets sur la façon dont on répond aux besoins de nos armées. Notre contingent outre-mer est-il assez nombreux et avons-nous les réserves suffisantes pour maintenir nos effectifs au chiffre qui convient? Je lui demande de dire toute la vérité et de citer des chiffres à l'appui. Au cours de la session, nous nous attendons qu'on nous soumette un nouveau projet d'utilisation du capital humain. Ce problème, j'en suis absolument convaincu, n'a jamais, depuis le début des hostilités, été abordé avec courage par le gouvernement actuel. Le premier ministre a eu l'obligeance d'accepter tant de fois nos programmes qu'il devrait en accepter volontiers un autre. Voici le programme adopté par le parti progressiste conservateur à sa convention du 11 décembre, tenue à Winnipeg:

Reconnaissant que le conflit universel dans lequel le Canada est engagé exige un effort militaire total, nous avons foi au service sélectif national obligatoire et nous croyons que tous ceux qui sont choisis pour faire partie de nos armées devraient être disponibles pour tous les fronts. Nous avons foi en l'utilisation totale et efficace et en l'allocation appropriée pour fins de guerre, par la coercition si la chose est nécessaire, de toutes les ressources du Canada, y compris l'agriculture, l'industrie et la finance...

Je prie quelques-uns des honorables députés qui siègent à ma gauche de bien écouter ces dernières paroles.

...ainsi que le capital humain et nous estimons qu'en tout temps, nous devrions nous efforcer, autant que possible, d'assurer l'égalité dans les sacrifices.

D'autres députés de notre parti traiteront peut-être plus à fond la question du capital humain et de nos forces armées que je l'entends faire en l'occurrence. On ne peut guère contester le fiasco de la politique ministérielle à cet égard. Depuis le début des hostilités, il n'existe aucun plan courageux, hardi et efficace d'utilisation rationnelle de nos ressources humaines. Aucun plan d'ensemble n'a existé. Il n'y a pas eu de coordination. Au contraire, d'après l'observation des affaires à la Chambre, il me semble que l'industrie, l'agriculture et les forces armées, loin de collaborer, se sont disputé entre elles notre capital humain.

Le programme de service sélectif long en promesses, a été très court en réalisations. Son application, surtout depuis quelques jours, a été faible et timorée. L'absence d'un plan d'ensemble relativement au capital humain au Canada a produit un effet désastreux et a contribué à un degré important,—c'est l'aspect déplorable de la chose,—à l'affaiblissement de notre effort de guerre général. La façon d'agir au hasard et au petit bonheur au cours de ces années critiques a été cause que l'exode des cultivateurs vers les usines de guerre et vers les services armés a créé l'un des problèmes alimentaires les plus dangereux et d'autres facteurs qui sont parmi les plus épineux qui aient jamais surgi au Canada.

Nombre de personnes des régions rurales sont d'avis que, dans les prochains mois, le Canada se trouvera en face d'une crise de production agricole. En temps de guerre, il devient évident que chacun doit accomplir la tâche qui lui permettra de contribuer le mieux à la victoire. Sous ce rapport, la responsabilité des directives retombe largement sur le régime au pouvoir. S'il ne réussit pas à adopter et à mettre en œuvre un plan qui permette l'emploi efficace de notre capital humain, il fait sérieusement obstacle à un plein effort national. Le temps presse; déjà un grand tort a été causé, mais il est encore temps de réparer une partie des pertes. J'engage fortement le Gouvernement à s'attaquer immédiatement et courageusement au problème. On comprend difficilement l'omission, dans le discours du trône, de mesures remédiant à cet urgent problème national, car la crise est arrivée.

Avant d'aborder le sujet de la main-d'œuvre, je tiens à exprimer une idée purement personnelle. En deux occasions successives j'ai dû mon élection à la Chambre des communes aux ouvriers et aux agriculteurs. Je crois avoir une connaissance nette des problèmes qui se posent au travailleur et à sa famille. Il est essentiel de bien connaître soi-même ceux qui composent ces deux grands éléments de la population. J'ai eu l'avantage de vivre dans un quartier ouvrier de ma ville et j'y vis encore maintenant. Ma connaissance de la classe ouvrière n'est donc pas seulement théorique et quand je parle d'ouvrier c'est à titre de voisin. L'ouvrier est l'ami fidèle et constant de ceux en qui il a confiance, et il a tôt fait de reconnaître les gens à qui il peut se fier. Pendant ces années-là, il n'a pas eu le sort qu'il méritait, et à mon sens il n'a pas obtenu des hommes politiques en général ainsi que du public la sympathie et la compréhension auxquelles il a droit. Ceux d'entre nous qui depuis plusieurs années ont plaidé sa cause au Parlement ont agi en pleine connaissance du fait que si un groupe de notre population